

HARO SUR LA FONCTION PUBLIQUE

Jeudi 1^{er} février s'est tenu à Matignon une réunion interministérielle pour discuter d'une loi de « Réforme de l'État » (encore un projet pour lequel on sent dès le titre qu'on ne sera pas d'accord). À la sortie, Édouard Philippe a présenté à la presse les premières pistes de réflexion sur ce sujet. Et pour ceux qui doutent que cela n'ira pas dans le sens de la défense de la fonction publique, il précise « Nous n'avons aucun doute sur le fait que nous puissions heurter la sensibilité ou les équilibres auxquels certains se sont habitués. On ne répare pas un pays, on ne vise pas haut, sans avoir conscience qu'il faut parfois bousculer et modifier ces équilibres ». Vingt-quatre heures après le rapport de la députée En Marche Aurore Bergé qui explique que les enseignants sont déconnectés de la réalité, c'est lourd à encaisser.

La première mesure est une promesse de campagne (pour une fois qu'on aurait voulu qu'un élu ne fasse pas ce qu'il a promis) : la suppression de 120 000 postes dans la fonction publique. Gérald Darmanin précise que l'État va mettre en place « un plan de départs volontaires pour ceux qui souhaiteraient partir, conséquence

de la réforme de l'État ». On vous traduit : si la réforme ne vous plaît pas, vous pouvez toujours partir, ça fera des fonctionnaires en moins. 700 millions d'euros débloqués pour accompagner ce plan de départs volontaires. Une première dans la fonction publique.

Un recours accru aux contractuels est également envisagé. Il y a actuellement environ 1 million de contrats de ce genre dans la fonction publique. Gros avantage pour l'État puisque la personne concernée fait le boulot sans avoir le statut qui va avec, notamment la sécurité de l'emploi.

Le Premier Ministre a également parlé de « simplifier » les instances représentatives du personnel. Les différentes commissions paritaires comme le CHSCT n'ont qu'à bien se tenir !

Cheval de bataille de Nicolas Sarkozy en 2009, le gouvernement Philippe marque le retour de la rémunération au mérite. Et le mérite (ou non) est déterminé lors d'un entretien avec son supérieur. Comment cela se met-il en place ? La part fixe de votre salaire est diminuée et remplacée par une

prime, variable, selon que vous soyez ou non un bon petit soldat. Autant vous dire qu'à Sud Éducation on est mal ! Mais nous ne serons pas les seuls.

Non, non, ce n'est pas un coup dur porté à la fonction publique pour notre président Jupitérien, c'est simplement une « gestion contemporaine ».



Il semble que le gel du point d'indice et l'instauration d'un jour de carence n'étaient qu'un échauffement pour notre gouvernement. Celui-ci se donne un an de concertation pour se décider. On peut sans trop de risques déjà affirmer que les conclusions n'iront pas dans notre sens. ■

SUD ÉDUCATION 89

SUD Éducation appartient à l'Union syndicale **SOLIDAIRES** qui est composée de fédérations et syndicats nationaux, et d'Unions locales et régionales.

Présente tant dans le public que le privé, l'Union syndicale **SOLIDAIRES** contribue activement à faire converger les luttes. Partout, la solidarité doit l'emporter sur la concurrence et la recherche du profit. **SOLIDAIRES** est un membre actif du Réseau européen des syndicats alternatifs et de base, ainsi que du Réseau syndical international.

SUD Éducation est un syndicat résolument intercatégoriel : un seul syndicat pour tous les personnels de l'Éducation nationale, tous métiers confondus, de la maternelle à l'université, sans condition ni de statut ni de grade, titulaire ou non. Son fonctionnement est démocratique : les décisions et l'orientation sont prises lors des fréquentes assemblées générales des adhérents et nous pratiquons la rotation des responsabilités.

SUD Éducation est un syndicat de lutte : lutte pour les revendications

immédiates des personnels (salaires, conditions de travail, protection sociale, etc.) mais aussi lutte pour une rupture avec ce système qui vit de l'inégalité et de la précarité.

Contre l'austérité et l'école libérale, **SUD Éducation** lutte pour le droit à l'école pour tous, pour une école publique, gratuite, laïque et émancipatrice. Contre les logiques de concurrence, les inégalités et la précarité, **SUD Éducation** lutte pour une société solidaire, démocratique, égalitaire. ■

